

Israël - Palestine

Le retour du sionisme au cœur des débats



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur
de l'Ecole Supérieure
de Commerce
de Grenoble

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens est l'un de ces rares sujets de l'actualité internationale qui tiennent le devant de la scène depuis des décennies, sans jamais sombrer dans l'oubli. Dans la préface d'un ouvrage consacré à sa chronologie, le géopolitologue Gérard Chaliand rappelle qu'*"aucun conflit n'éveille autant de passions [...] C'est que les Juifs ont payé, en tant que peuple, en Europe, durant la Seconde guerre mondiale le prix le plus élevé pour simplement survivre. Et que les Palestiniens, soutenus par les opinions publiques des pays arabes qui partagent avec eux une humiliation commune s'estiment dépossédés."* La demande de reconnaissance d'un État palestinien auprès de l'ONU, fin 2011, ainsi que la perspective d'un gouvernement de réconciliation nationale Fatah-Hamas, relancent les spéculations sur l'avenir de la région. La possibilité d'une coexistence entre Palestiniens et Israéliens passe aussi, prévient Yves Charles Zarka dans la revue *Cités*, par une nécessaire réflexion sur le sionisme. Une question *"des plus controversées aujourd'hui"* qu'il convient de mettre en perspective.

Il est d'usage de dater les débuts du conflit israélo-palestinien à 1947. Les racines du différend entre Juifs et Arabes remontent cependant bien plus loin. Elles trouvent leur source principale dans le concept de sionisme, dès le XIX^e siècle. Yves Charles Zarka, professeur de philosophie politique à la Sorbonne, observe que le sionisme n'est pas un objet stable pour autant. Il évolue dans le temps, *"mais il est toujours suivi comme son ombre par un adversaire tenace qui se modifie comme lui : l'antisémitisme. Sionisme et antisémitisme vont de pair, le second se reconfigure en fonction du premier, et inversement."* Cet antagonisme est d'autant plus farouche qu'il touche tout autant au droit des Palestiniens à disposer d'un Etat qu'à la légitimité même d'Israël.

Le sionisme, un concept polymorphe

Le terme "sioniste" (*Zionistische*) apparaît pour la première fois en 1890 sous la plume du journaliste Nathan Birnbaum. Il le définit ainsi au cours d'une conférence en janvier 1892 : *"Le sionisme dérive du terme Sion. Depuis des temps reculés, Sion est le nom d'une colline de Jérusalem ; c'est aussi la désignation poétique de Jérusalem. [...] Après la destruction par Rome de l'indépendance juive, le mot Sion a symbolisé l'aspiration nationale à la rédemption ; il a incarné l'espoir d'une régénération nationale. Le retour à Sion est devenu l'idéal du peuple juif au long de deux mille ans d'exil et de tribulations. Cet idéal est la base du sionisme."* À l'origine, il s'agit donc d'une conception davantage mystique que réellement politique, par allusion à l'un des commandements religieux résumé par la formule *"L'an prochain à Jérusalem"*.

C'est avec Theodor Herzl - le père de l'État juif - que le sionisme prend sa véritable dimension politique et laïque. Les Juifs d'alors sont sans territoire et confrontés à des persécutions. Dans un discours adressé à la maison Rothschild en juin 1895, il résume :

"Le retour à Sion est devenu l'idéal du peuple juif au long de deux mille ans d'exil et de tribulations. Cet idéal est la base du sionisme."

C'est à la mort de Theodor Herzl, le père de l'Etat juif, qu'est définitivement entériné le projet d'implantation en Palestine.

Dans les faits, le sionisme n'a pas seulement permis de "transformer un peuple en nation". Il a sans cesse repoussé les frontières de l'Etat d'Israël, au détriment de ses voisins arabes.

Le renouveau du sionisme au lendemain de la guerre des Six Jours (1967) provoque la radicalisation de l'OLP, dont Yasser Arafat prend la direction (1969).

"La situation des Juifs, partout en Europe, est dramatique et ne peut qu'empirer, les Juifs en seront chassés et seront tués dans les pays de refuge. N'y a-t-il aucun salut ? Oh si, Messieurs, il y en a un, qui a existé bien avant [...]. Cette simple manoeuvre est l'Exode d'Egypte." Il théorise son projet l'année suivante dans son livre *L'État des Juifs (Der Judenstaat)* et surtout crée l'Organisation sioniste mondiale en 1897. Dès lors, le mouvement entreprend des négociations continues avec les grandes puissances pour obtenir un territoire où implanter un foyer national juif. Du vivant d'Herzl, la zone géographique d'implantation reste encore à définir. La Palestine est bien entendu évoquée, mais aussi l'Argentine, Chypre ou encore l'Ouganda. C'est à la mort de son leader, en 1904, que l'Organisation entérine de façon définitive le projet palestinien.

Au sein des héritiers de la pensée d'Herzl, deux tendances cohabitent : d'une part, les sionistes "pratiques" qui mettent en avant une colonisation pacifique de la Palestine et, d'autre part, les sionistes "révisionnistes" qui rêvent de s'étendre par la force sur le territoire palestinien et transjordanien. Vladimir Jabotinsky, figure historique de ce second courant, insistait sur la nécessité de créer une armée juive pour protéger la "muraille de fer" qu'il appelle de ses vœux pour séparer Juifs et Arabes.

Le sionisme originel a pleinement rempli son objectif politique de "transformer un peuple en nation" (Yves Charles Zarka). Mais il l'a fait au détriment de ses voisins arabes. Sa mise en application se résume en effet en trois chiffres : l'Etat d'Israël proclamé en 1948 disposait d'un territoire de 14 000 km² ; il s'étend aujourd'hui sur une superficie de 20 700 km², auxquels s'ajoutent plus de 6 000 km² de territoires annexés (Golan et Jérusalem-Est) ou occupés (colonies juives de Cisjordanie et de la bande de Gaza). Surtout, les Israéliens contrôlent l'eau qui leur permet d'implanter des colonies : de 1985 à 1995, le nombre de colons juifs en Cisjordanie et à Gaza triple, passant de 50 000 à 150 000. Si le sionisme peut sembler fragilisé par cette dynamique d'expansion, du point de vue du droit international et des résolutions de l'ONU, il a été d'une redoutable efficacité. Il s'est érigé aujourd'hui en dogme au service des deux préoccupations vitales d'Israël depuis son origine : maintenir un courant d'émigration juive et conserver sa suprématie militaire au Moyen-Orient. Dès lors, l'antisémitisme a été le moteur de la revendication identitaire des Arabes palestiniens.

L'antisémitisme ou la source du nationalisme palestinien

À partir de la Première Guerre mondiale, l'immigration des Juifs en Palestine s'intensifie, conformément au projet sioniste dont les Anglais reconnaissent la légitimité avec la Déclaration Balfour (1917). Face à la déposssession de leurs terres, ceux qui ne sont pour l'heure que des Arabes tout juste affranchis de la tutelle ottomane prennent conscience que leur destin leur échappe. Les tensions entre Arabes et Juifs se font de plus en plus violentes. Ce n'est toutefois qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale, avec le retrait britannique et le partage de la Palestine entre les deux communautés, que naît l'antisémitisme arabe. Les États arabes de la région refusent la création d'un Etat juif en Palestine. Leur échec à s'y opposer par les armes provoque la *Nakba* (catastrophe) de 1948 : 900 000 Palestiniens, soit les 4/5 des Arabes habitant le territoire du premier Israël, sont contraints à l'exode. Moins de 180 000 restent sur place : leurs descendants sont les Arabes israéliens.

Vivant en Palestine ou en exil, les Arabes commencent alors à s'organiser en résistance armée. Ce nationalisme palestinien naissant se construit directement en réaction au sionisme. La première charte nationale palestinienne (1964) stipule que "le partage de la Palestine en 1947 et la création d'Israël sont des décisions illégales et artificielles quel que soit le temps écoulé, parce qu'elles ont été contraires à la volonté du peuple de Palestine et à son droit naturel sur sa patrie." Au lendemain de la guerre des Six Jours (1967), Israël étend encore davantage la superficie de son État et décide d'autoriser l'implantation de colonies juives dans les Territoires occupés. Ce renouveau du sionisme provoque la radicalisation de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP) dont Yasser Arafat prend la direction en 1969. Le mouvement opte pour le terrorisme, après avoir échoué dans la mise en place d'une guerre dans les Territoires occupés. De 1978 (accords de Camp David) à 1993 (accords d'Oslo) se multiplient les tentatives de négociations, par l'intermédiaire de pays tiers. Si elles sont des échecs, elles contribuent à une évolution des concepts de sionisme et d'antisémitisme sur fond d'*Intifada* (soulèvement).

Les Palestiniens - et une partie des pays arabes - ne contestent plus la légitimité de l'État d'Israël et déclarent l'indépendance des Territoires occupés (1988). De leur côté, les Israéliens reconnaissent officiellement l'OLP et accordent l'autonomie d'une partie des territoires occupés, administrée par l'Autorité nationale palestinienne, dont Arafat est le premier président élu en 1996. Cependant, l'Autorité palestinienne est rapidement concurrencée par l'avènement de mouvements islamistes, plus radicaux, comme le Hamas, qui contrôle Gaza depuis 2007.

La population israélienne, quant à elle, a porté au pouvoir depuis la dernière décennie des gouvernements dominés par les "faucons" pour assurer sa protection. L'un des points de blocage majeur est la colonisation juive, dernier avatar du sionisme. Ce phénomène relativement récent (1967) est soutenu par les différents gouvernements, de gauche comme de droite. Israël avance des raisons de sécurité comme motif à la confiscation des terres palestiniennes. En réalité, la colonisation permet la création, au sein des Territoires occupés, de véritables enclaves israéliennes, tenues le plus souvent par des extrémistes religieux. Ainsi, lors des négociations avec les Palestiniens, l'existence même de ces colonies permet à l'Etat hébreu de justifier ses réticences à laisser sans protection ses concitoyens en zone arabe. Lors des accords d'Oslo II (1995), l'argument fut utilisé pour maintenir sous administration israélienne une partie de la ville d'Hébron, où vivent environ 500 colons au sein d'une population palestinienne de 120 000 personnes.

Légitimation et reconnaissance des deux États dans l'impasse

Ces dernières années ont été marquées par une nouvelle cristallisation du conflit autour du concept du sionisme. "Le sionisme [...] n'est plus un idéal à réaliser, mais un combat intellectuel à mener contre tous ceux qui entendent refuser toute légitimité à Israël", analyse Yves Charles Zarka. L'antisionisme étant assimilé à l'antijudaïsme, toute concession vers une reconnaissance de la pleine et entière souveraineté palestinienne est refusée par Tel-Aviv, tandis que la disparition du nationalisme arabe au profit des islamistes contribue à nourrir les discours les plus violemment anti-israéliens. Les thèmes de la délégitimation et de la non-reconnaissance figent ainsi les protagonistes dans une surenchère idéologique peu propice à la discussion, car il fait passer au second rang la question "politique du partage du territoire et de l'existence de deux peuples dans deux États". Dans ce contexte, et sur fond de nouvelle instabilité régionale (Irak, Egypte, Iran, Syrie), la récente demande de reconnaissance d'un État palestinien par l'ONU, même si elle est conforme au droit international, n'est pas prête d'aboutir. La géopolitique n'est pas le théâtre des bons sentiments. ■

Pour aller plus loin : *Sionismes/Antisionismes*, sous la direction d'Yves Charles Zarka, Revue Cités n°47-48, Presses Universitaires de France, 372 p., 25 € ; *Israël-Palestine, Un siècle de conflits*, par Gérard Chaliand et Olivier Hubac, Éditions Louis Audibert, 238 p., 17 €.

EXTRAIT :

Sur les rapports de force en présence : "La stratégie qui, par définition, cherche à rendre compte des rapports de forces sans a priori idéologique ni moral et à évaluer les résultats concrets d'un conflit, constate la faillite des élites arabes et palestiniennes au cours des décennies écoulées. De fait, les Arabes, au cours du processus entamé en 1947 avec le plan de partage, puis les Palestiniens depuis 1967, ont eu, à chaque fois, pour des raisons qui peuvent se comprendre, un temps de retard dans ce qu'ils étaient prêts à accepter. De compromis refusé en réponse ambiguë, le temps n'a pas travaillé pour les Palestiniens et [...] il n'est nullement assuré qu'il travaille désormais pour eux, à moins de tenir que la démographie se transforme automatiquement en puissance." (Gérard Chaliand, op. cit.)

Pourquoi CLES ? Comprendre Les Enjeux Stratégiques

Depuis 2007, Grenoble École de Management a introduit dans son cursus un enseignement de géopolitique. Cette initiative novatrice s'appuie notamment sur la conviction que, face à un monde complexe et en mutation permanente, l'entreprise et les managers ont besoin du prisme de la géopolitique pour se positionner, prendre les bonnes décisions et engager les stratégies adéquates.

Il s'agit toutefois d'une approche originale de la géopolitique. À travers ses enseignements et ses activités de recherche, Grenoble École de Management envisage celle-ci sous un angle opérationnel. L'objectif est d'offrir aux décideurs économiques les outils d'aide à la décision nécessaires pour naviguer dans un environnement au sein duquel les risques et les opportunités évoluent sans cesse.

Avec la publication des notes CLES, Grenoble Ecole de Management souhaite partager, chaque semaine, avec ses partenaires, le fruit de ses recherches en matière de géopolitique. Elle souhaite aussi stimuler les échanges d'idées et les partages d'expérience. Car, dans le monde qui est le nôtre, c'est aussi de la confrontation des visions que provient la performance. ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur www.grenoble-em.com/geopolitique.